

Fin novembre, des ouvriers de l'usine Mercedes à Kecskemét ont débrayé quelques heures, mécontents des faibles hausses salariales.

La [version originale de cet article](#) a été publiée le 26 novembre 2016 dans *Vasárnapi Hírek* sous le titre *Nálunk háborúznak a németek* (Un terrain de bataille allemand). La traduction en français a été réalisée par Paul Maddens.

Mercredi à l'aube, près de cinquante Mercedes de moins sont sorties des ateliers de l'usine de Kecskemét (85 kilomètres au sud de Budapest, en direction de la frontière serbe) en raison d'une grève de deux heures des ouvriers de la 3^e faction de l'usine. Une soixantaine d'ouvriers a cessé le travail, principalement dans l'atelier de montage, ralentissant la ligne de production presque au point de l'arrêter. Quand tout va bien, l'usine assemble trente-cinq voitures à l'heure. Lors du débrayage, seules vingt l'ont été.

On peut polémiquer pour savoir si soixante personnes, c'est peu ou beaucoup, mais deux faits sont à noter : premièrement, cette protestation fugace a causé un dommage de plusieurs centaines millions de forints à l'entreprise allemande. Sur le fond, cela accroît le potentiel de chantage du syndicat VASAS qui mène la lutte (un syndicat de l'Énergie, des Mines et de l'Industrie), puisque sur les 4 500 personnes qu'emploie l'usine, 2 600 ont fait savoir en signant un formulaire qu'elles étaient disposées à négocier. Donc, dans le cas d'une action de plusieurs jours, Mercedes peut perdre plusieurs milliards de forints. L'autre fait est que depuis le changement de régime, il n'y a pas eu de grèves dans les usines automobiles. Celle-ci montre qu'à l'avenir la bataille pour les salaires sera menée par d'autres moyens.

Les travailleurs de Kecskemét sont entrés en grève parce que leur rémunération n'aurait progressé que de façon modeste : la moitié de ce qu'exigeait le syndicat VASAS. Celui-ci demande une augmentation globale de 25-26 % (au salaire de base qui gonflerait de 15 % s'ajouteraient diverses gratifications et avantages). En outre, le syndicat VASAS ne signerait d'accord que pour un an et s'engagerait dans de nouvelles négociations en 2018. L'entreprise n'a pas approuvé.

Étonnamment, ce n'est pas seulement contre la direction de la société que le VASAS doit se battre. Il apparaît qu'il doit défendre les travailleurs contre une autre organisation syndicale qui se contenterait d'une augmentation totale de 12 % en 2017 (ce qui représenterait seulement 7 % d'augmentation du salaire de base) et de 20 % sur deux ans. Contre la promesse de ne se lancer dans aucune lutte salariale pendant ces deux années. Cette organisation, c'est le MTSzSz, le Syndicat Libre des Ingénieurs et Techniciens. A la base, c'est un syndicat des chemins de fer, qui aimerait d'ailleurs obtenir une augmentation à deux chiffres à la MAV (équivalent hongrois de la SNCF). Il affirme être présent dans l'usine depuis un an, dans la pratique depuis les négociations salariales de l'année dernière.

Il est admis jusque maintenant que les syndicats peuvent demander une décharge syndicale en fonction du nombre d'adhérents, ce que le syndicat MTSzSz a fait dans le courant de l'année. Les

délégués syndicaux bénéficient d'une heure de décharge pour un nombre donné d'adhérents pour régler les affaires de défense des intérêts (des travailleurs). Si le nombre d'adhérents est suffisamment important, ils s'occupent exclusivement de ces affaires sur leur temps de travail, à la charge de l'employeur. L'entreprise a justement donné la possibilité au MTSzSz qu'il « retire du travail » son dirigeant. Les négociations syndicales ont commencé en octobre et un mois plus tard l'entreprise a donné sa bénédiction à la proposition du syndicat.

Il se trouve que cela n'est pas légal. D'une part un syndicat ne peut signer d'accord collectif que s'il regroupe au moins 10 % des salariés. D'autre part si deux organisations représentatives coexistent dans une usine, elles ne peuvent négocier avec un employeur qu'après s'être mises d'accord au préalable. Dans le cas présent, ceci n'a pas eu lieu et l'employeur a fait sienne la proposition du syndicat des ingénieurs et techniciens sans attendre. L'entreprise l'a rendu publique lors de deux assemblées générales successives. Lors de la première, ceux qui travaillent dans les bureaux ont occupé les premiers rangs situés vers l'estrade d'où ils ont applaudi, par contre les ouvriers de la première faction sont restés muets. Lors de la deuxième assemblée les ouvriers des 2^e et 3^e factions ont été moins réservés : l'annonce a été accompagnée de sifflets et de bruits faits avec les poings signifiant qu'ils trouvaient insuffisante l'augmentation de salaire. Pour montrer la sincérité de leur indignation, les travailleurs n'ont pas voulu participer au dîner offert par la direction à l'occasion de l'assemblée.

Le syndicat VASAS a déclaré que la proposition d'augmentation de salaire de la direction était une prise de position unilatérale et a très rapidement formé un comité de grève. Cependant l'entreprise s'entête et invoque le fait qu'il s'agit d'un accord avec un syndicat, si bien que c'est en vain que le VASAS et Mercedes ont siégé ensemble mercredi, ils ne sont pas parvenus à un accord, qui plus est deux dirigeants régionaux du syndicat, membres du comité de grève, ont été exclus de l'enceinte de l'usine, mais grâce à internet ils ont pu rester en contact avec les autres membres et le soir à 22h30 ils annonçaient à la direction qu'ils organisaient une grève et que l'arrêt de travail commence à 0h40.

Tout d'abord, il semblait qu'ils allaient faire sortir les grévistes dans la cour et les y maintenir, puis ceux-ci ont pu quand même aller s'asseoir dans la salle à manger. En tout cas ce premier coup a été porté avec succès, maintenant l'employeur sait que les discussions ont un enjeu.

Une situation nouvelle s'est ainsi instaurée entre l'employeur et le syndicat dans laquelle peuvent être présentes les organisations „mères”. Le syndicat se prépare en effet à une défense plus active des intérêts des salariés et en cela, le syndicat de l'entreprise mère (IG Metall) le soutient car il profite aussi de la situation : si les salaires sont corrects en Hongrie alors la société mère délocalisera moins de travail là-bas. Il se peut que la direction, elle, fasse l'expérience de l'intervention des dirigeants allemands de Mercedes dans l'affaire. A titre de rappel, quand l'entreprise Autoliv de Sopronkövesd (qui a une position dominante sur le marché des pièces détachées des systèmes de sécurité) a pris à la légère ses ouvriers, la direction suédoise a mis un point final à l'affaire car la continuité de la production est plus importante que tout le reste.

Photo : MTI - Ujvári Sándor

Compléments d'informations :

1- Un syndicat peut certifier de trois façons différentes le nombre d'adhérents qu'il a dans une entreprise. La méthode la plus simple est que l'employeur prélève la cotisation sur le salaire .Ceci est une obligation légale si le syndicat le demande. De cette façon il est possible de savoir combien de travailleurs „organisés” ont été recensés. Une autre solution également légale est que le syndicat remet officiellement l'effectif de ses membres travaillant en un lieu donné à un notaire en y joignant les attestations de paiement de la cotisation.Cela fournit également une liste digne de foi. Dans la 3e possibilité le notaire inscrit l'effectif dans un document officiel sur la base des déclarations du syndicat, mais il ne répond pas du contenu du document et ce papier n'est pas qualifié de document officiel authentique.La direction de Mercedes tout comme le syndicat des ingénieurs et techniciens a refusé de montrer au VASAS une quelconque attestation du nombre d'adhérents (du syndicat des ingénieurs et techniciens), bien qu'il l'ai demandé.

2- Selon les règles entrant en vigueur l'an prochain, le gouvernement a „raccourci” l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 19 % à 9 % pour les entreprises dont les recettes dépassent 500 millions de forints (soit environ 1600000 euros).